Envoyé en préfecture le 20/12/2024

Reçu en préfecture le 20/12/2024

Publié le 20/12/2024

ID: 026-212600050-20241217-CM17122024_5-DE

DEPARTEMENT DE LA DROME

COMMUNE D'ALLAN

<u>DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL</u> <u>Séance du 17 décembre 2024</u>

Nombre de membres afférents: 18

En exercice: 18 Qui ont pris part à la délibération: 15

Date de la Convocation: 09/12/2024

Date d'affichage: 20/12/2024

L'an deux mille vingt-quatre et le dix-sept décembre à 18h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué par le Maire s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans la salle du Conseil, sous la présidence de : Monsieur Yves COURBIS, Maire.

Présents: Jean- Michel GAMORE- GAUTHIER Laurent- David MAGNET- Marylin MOUTET-Aurèlie SYLVESTRE- Patrice TETARD- Christophe GRANGER - Daniel PEYROL - Jean- Luc MONTAGNER - Mylène DELORME - Alexandra CHABANIS - Nathalie MARECHAL - Laure DUCHAMP - Joël MALIGNIER

Excusés: Véronique AUGIZEAU - Jean GRANGER - Céline POIRRIER

Christophe GRANGER a été nommé secrétaire de séance.

<u>Délibération n°2024-070 : Avis sur le rapport annuel relatif au prix et à la qualité du service public d'eau potable (RPQS)</u>

Conformément aux articles L 2224-1 et D 2224-5 du code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers.

Il est demandé à l'assemblée municipale de donner son avis sur le rapport établi par les services techniques et notamment sur :

- les indicateurs techniques : rendement, ressources et production, nombre d'habitants et d'abonnés, nombre de linéaires, volumes d'eau distribués ;
- les indicateurs financiers : tarification de l'eau, décomposition du tarif, recettes

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal;

- **D'EMETTRE** un avis favorable au rapport sur le prix et la qualité du service d'eau potable tel que présenté.
- CHARGE Monsieur le maire de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble au moyen de l'application informatique Télérecours accessible par le biais du site www.telerecours.fr, dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département, de sa notification et de sa publication.

POUR : 15

CONTRE:0

Christophe GRANGER

Secrétaire de séance

Yves COURBIS,